

# EuropaCity, le triangle de Gonesse, une « ZAD » à côté de Roissy.

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 8 février 2016

Par les temps qui courent, les zones à défendre (ZAD) se multiplient. Le triangle de Gonesse et EuropaCity ne sont pas des petites nouvelles. Elles-mêmes ont été à l'origine du premier Alternatiba de la région Île-de-France en septembre 2014 ! Toutefois, elles ne sont malheureusement pas uniques, des projets tout aussi inutiles et portant atteinte à l'environnement se multipliant (Notre-Dame des Landes, le barrage de Sivens, Chambarant, etc.). Le débat public qui s'ouvre prochainement concerne EuropaCity, projet particulièrement délirant prévu sur 80 hectares du triangle de Gonesse, une des meilleures terres agricoles de France.

Ce projet pharaonique est conduit par le groupe Immochan (au travers de sa filiale « Alliages & Territoires »), propriété de la famille Mulliez. Il se présente comme le « plus grand centre commercial et de loisirs du monde ». Quelques chiffres pour l'illustrer : 3,1 milliards d'euros d'investissement, 230 000 m<sup>2</sup> de commerces, 2 700 chambres d'hôtel, 20 000 m<sup>2</sup> de restaurants, 50 000 m<sup>2</sup> de parc d'attractions, 20 000 m<sup>2</sup> de parc aquatique, 30 000 m<sup>2</sup> de parc des neiges (avec une piste de ski !), 50 000 m<sup>2</sup> de lieux culturels (dont deux salles de spectacles, une salle d'exposition, une piste de cirque modulable, un auditorium), cinq cents boutiques de luxe, etc. L'intérêt de cette entreprise n'est pourtant pas évident : les centres commerciaux sont légion à proximité. Le dernier implanté sur le territoire, situé à quelques kilomètres, Aéroville est à ce jour loin de connaître la fréquentation escomptée et piétine.

Regardons quelques instants ce que représente le groupe Mulliez. Le clan familial pèse 30 milliards d'euros, ce qui le place en tête du palmarès des grandes fortunes de France, devant Bernard Arnault avec LVMH. C'est dans la réalité un certain nombre d'enseignes que vous fréquentez : Auchan, Kiabi, Decathlon, Leroy-Merlin, Banque Accord, Midas, Norauto, Tape à l'œil, Brice, Jules, Pimkie, Top Office, Cultura, Pizza Paï, Saint-Maclou, Flunch, Boulanger, Kiloutou, etc. Bien que cette entreprise paie ses impôts en Belgique, l'État français, avec l'argent du contribuable, mettrait à disposition de l'opération un certain nombre d'infrastructures dont une desserte par une ligne RER (le barreau de Gonesse à 330 millions d'euros) et une future gare de la ligne 17 nord du « Grand Paris Express » en plein champ à 100 millions d'euros ! Et pourtant, peut-on croire que les passagers de l'aéroport qui, avec Roissy-Express, seront à 20 minutes de la gare de l'Est et en liaison directe avec l'ouest de Paris par la nouvelle ligne de métro s'arrêteront à cette future gare pour dépenser leur argent à EuropaCity ?

Les élus socialistes et de droite qui portent ce projet estiment entre 15 et 20 000 le nombre d'emplois créés. Cette évaluation semble erronée si l'on en croit certains économistes, puisqu'elle cumule ceux générés par la phase chantier de construction et ceux liés à l'exploitation du centre alors qu'ils se succèdent dans le temps. De plus, pour entraîner l'adhésion des élus, ces chiffres ont été systématiquement surévalués. Par exemple, Aéroville n'a créé que 1 600 emplois et non les 2 500 promis, Euro-Disney au final n'en produit que 12 500 au lieu des 100 000 annoncés.

Le triangle de Gonesse couvre une superficie de 700 hectares. En incluant les 80 hectares du projet EuropaCity, l'ensemble de l'aménagement de cette zone représente 300 hectares de terres arables qui sont menacées par l'urbanisation, plus 90 hectares qui seront occupés par un terrain de golf au nord du triangle. Alors que l'autonomie alimentaire de la région Île-de-France est inférieure à 10 %, l'existence même d'une

activité agricole dans ce territoire est sérieusement remise en cause. Au lieu de les bétonner, ne faudrait-il pas faire de ces terres, qui comptent parmi les plus riches d'Île-de-France, un champ d'expérience pour une agriculture non destructrice et moins invasive pour les sols. Ces nouvelles méthodes plus respectueuses pourraient être mises en œuvre et un centre de formation pour les agriculteurs pourrait y être implanté. C'est ce projet alternatif, plus créateur d'emplois que celui des frères Mulliez, que propose le Collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG) qui regroupe un certain nombre d'associations opposées à cette catastrophe annoncée.

En tout cas, la Commission nationale du débat public (CNDP) a mis en place une commission particulière qui organise le débat sur ce délire, entre le 15 mars 2016 et le 30 juin 2016.

« Ensemble ! Mouvement pour une alternative à gauche, écologiste et solidaire » invite tous les militants, les élus, les associations à s'impliquer, tant à travers le débat public qu'au travers de toutes les luttes qui seront organisées, pour s'opposer à ce projet inutile qui participe à la dégradation de notre environnement et à long terme à la ruine de notre planète.

René Durand